

Non au pacte de responsabilité ! À bas le plan Hollande-Valls-Touraine contre les hôpitaux ! Retrait du plan santé 2014 !

Je veux réduire la dépense publique... Cela vaut pour l'État, qui doit se concentrer sur ses missions essentielles... et pour la sécurité sociale.
(Hollande, 31 décembre 2013)

Le gouvernement Hollande-Valls à étranglé la Sécurité sociale

Le gouvernement, comme ses prédécesseurs, bloque les salaires des fonctionnaires et continue de marteler que la Sécu et les hôpitaux publics ont des « trous », des « déficits » alors qu'il n'y a de déficit de la Sécu que parce que les capitalistes refusent de la financer. L'État exonère toujours plus les patrons de leurs cotisations sociales et il s'en prend aux travailleurs des hôpitaux et diminue la prise en charge des soins.

Le capitalisme roule désormais en marche arrière.

Le budget de la sécu prévoit 20 milliards d'euros d'économie dont 520 millions sur le dos des hôpitaux publics déjà en difficulté, alors que la fraude des patrons sur les charges patronales est estimée par la Cour des comptes à plus de 20 milliard d'euros et que d'autres dizaines de milliards d'euros sont légalement volés à la Sécu par les exonérations de cotisations patronales.

Les hôpitaux publics n'ont pas à être rentables. Ils traitent les réanimations les plus longues, les pathologies les plus lourdes, ils assurent les radios, les analyses et les autres examens sur place ; ils assurent la formation des médecins, des personnels paramédicaux (IDE, ASD, ASH, kiné, ergo, secrétaires et autres).

Un projet de fermetures et de privatisation

Le « pacte de responsabilité », les milliards accordés aux patrons, le maintien de la loi HPST adoptée sous Sarkozy sont complétés par la loi santé de Touraine.

Tous conduisent à la fermeture d'hôpitaux et de services de soins (200 hôpitaux sont concernés, sont particulièrement visés les centres d'IVG et les maternités), à la réduction des postes, au surcroît de travail, à la remise en cause des droits statutaires (travail en 12 h imposé, rappel sur les jours de repos, suppressions de RTT, remise en cause de l'avancement), au développement de la précarité (16 % des emplois).

Sous prétexte « d'offre globale de soins » le gouvernement veut « mutualiser » les moyens entre hôpitaux publics et cliniques privées, remettre en cause le service public au profit du capital.

Les aides et subventions reviendront prioritairement aux « communautés hospitalières de territoire », c'est-à-dire aux hôpitaux acceptant de « se mettre en réseau », de se spécialiser (en abandonnant les autres secteurs), de partager les moyens (équipements et personnels), d'externaliser (sous-traitance d'une part des activités administratives, logistiques).

Sur un « territoire », c'est l'hôpital public qui fera double emploi et fermera partiellement ou totalement, pas la clinique privée. La finalité est de réduire les dépenses, de fragiliser un secteur qui reste syndiqué et revendicatif, tout en augmentant le profit des groupes capitalistes en cours de concentration.

L'attaque du gouvernement va aussi à l'encontre des malades. De nombreux médicaments ne sont plus remboursés, instauration des hospitalisations ambulatoires, des nouvelles franchises annuelles non remboursables sur les soins, la chasse aux fraudeurs, optimisation des économies dans le domaine des médicaments par une "consommation plus raisonnée", "par un recours aux génériques", par la fermeture de centres IVG...

REVOLUTION COMMUNISTE
groupe marxiste internationaliste (collectif révolution permanente)

Gouvernement Hollande-Valls : rien à négocier, tout à renverser ! Arrêt des interventions impérialistes en Irak, en Centrafrique, au Mali !

La grève de juin à la SNCF p. 8
Ni bombardement impérialiste, ni callif en Irak ! p. 12
Contre l'intervention israélienne à Gaza p. 18
Le mouvement ouvrier français face au FN p. 21
Dien Bien Phu 1954, victoire révolutionnaire p. 26
André Pihuit 1942-2014 p. 28

n° 7 septembre-octobre 2014 1 euro

Front unique pour battre le gouvernement et obtenir le retrait du plan Hollande-Valls-Touraine !

Alors que des centaines de milliers de travailleurs de la santé et des millions d'autres, comme patients actuel ou potentiels, sont pénalisés par l'austérité qui frappe la santé publique, les représentants syndicaux continuent à siéger dans les conseils d'administration et toutes les structures qui mettent en œuvre ces mesures.

La CGT s'oppose à la méthode du gouvernement, définir les moyens financiers avant les orientations... Pour autant, la CGT reste inscrite dans la négociation, comme le répète régulièrement son secrétaire général Thierry Lepaon. (Libération, 10 juillet 2014)

Au lieu d'exiger le retrait pur et simple du plan, les bureaucraties syndicales dissipent la combativité dans des journées d'action (16 octobre, 18 novembre), lancent des pétitions pour les parlementaires (y compris ceux de l'UMP et du FN), organisent de barbecues...

Il est nécessaire que les députés comprennent que nous informerons les populations sur les conséquences de leur vote et que cela finira par se traduire dans les urnes... faire entendre le mécontentement grandissant contre l'ensemble des politiques d'austérité antisociales. (SUD Santé, 18 novembre)

Les travailleurs de plusieurs hôpitaux ont tenté de se regrouper en constituant une « convergence des hôpitaux en lutte ». Mais le PCF, le PdG, le NPA et LO la stérilisent en la ramenant dans les bras des directions syndicales. Ainsi, la convergence refuse jusqu'à présent d'appeler au retrait du plan et à préparer la grève générale pour battre le gouvernement.

Pour battre le gouvernement, pour se défendre et pour financer la santé publique pour tous et de qualité, il faut que les travailleuses et les travailleurs,

dans les réunions syndicales et les assemblées générales, imposent aux organisations syndicales la défense de leurs revendications, la rupture des négociations des attaques du gouvernement.

Ils doivent prendre en main leur lutte par des AG qui décident, des comités élus par les AG et centralisés à l'échelle nationale sur l'axe :

- À bas les budgets de l'État et de la Sécu faits pour le Medef et contre les travailleurs ! Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations des capitalistes ! Les patrons hors de la Sécu !
- Retrait du plan Hollande - Touraine ! Boycott de toutes les négociations de nouvelles attaques ! Boycott des organismes qui les appliquent !
- Maintien de tous les centres IVG et de tous les hôpitaux publics ! Nationalisation sans indemnité des groupes capitalistes de soins, des médicaments et vaccins, des assurances !
- Non à la suppression des RTT, CA, RF... ! Défense des statuts de la fonction publique !
- Augmentation des crédits de fonctionnement, création de tous les postes de soignants nécessaires ! Titularisation des contractuels quelle que soit leur nationalité ! Paiement des élèves-infirmiers ! Augmentation des salaires ! Paiement décent des internes !

21 novembre 2014

Groupe marxiste internationaliste
[section française
du Collectif révolution permanente]

groupemarxiste.info

